

Artsakh, Arménie, Burger King, Liban , France, Turquie : le monde dans les média , le regard d'OTC

1. INALCO

6 novembre 2020

Organisée par le Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'INALCO, une table-ronde sur le thème "Actualité dans le Haut Karabagh", s'est tenue le 2 novembre, avec la participation de :

Tigrane Yegavian, journaliste

Taline Papazian, docteure et chargée de cours (Université d'Aix en Provence)

Jean-Robert Raviot, professeur (Université Paris Nanterre)

Vahe Ter Minassian, envoyé spécial

Julien Zarifian, maître de conférences (Université de Cergy)

Ilya Platov, maître de conférences (Inalco)

Jean-François Perouse, chercheur (Institut français d'études anatoliennes, Istanbul)

Taline Ter Minassian, professeure (Inalco)

Cette table-ronde, n'ayant pu se dérouler en présentiel, a fait l'objet d'une captation vidéo, accessible ci-dessous.

<https://youtu.be/5we8MXVfYXw>

2. Areion 24 News

7 novembre 2020

<https://www.areion24.news/2020/11/07/haut-karabakh-un-tournant-du-conflit-se-joue-a-chouchi/>

Haut-Karabakh : un tournant du conflit se joue à Chouchi (Reportage)



Chouchi. Armen et son frère se sont portés volontaires pour défendre leur terre. (© Arthur Fouchère)

Alors que les forces azerbaïdjanaises ont pris un ascendant peut-être décisif dans le conflit armé qu'elles ont enclenché le 27 septembre 2020 au Haut-Karabakh, Arthur Fouchère, qui a enquêté au plus près du front, du 30 octobre au 6 novembre, livre son analyse de la situation militaire et décrit la vie des civils karabakhtsis, à Stepanakert et Chouchi, deux villes clés pour la suite de la guerre.

Cliquez ici pour voir [la galerie de photos liée à ce reportage](#).

Une violente explosion vient de retentir alors qu'un petit groupe d'hommes est rassemblé non loin d'une Khrouchtchevka (vieil immeuble résidentiel soviétique). En quelques secondes, ces derniers se précipitent vers l'entrée d'un abri sous-terrain. « Regardez par là ! » s'exclame l'un d'entre eux, indiquant la colline d'en face. Un missile azerbaïdjanais vient de s'écraser à seulement 300 mètres, laissant apparaître un large nuage de fumée.

Depuis la fin du mois d'octobre, la ville de Chouchi est le théâtre d'intenses bombardements. Il s'agit du front le plus actif et stratégique du troisième conflit armé opposant la république auto-proclamée du Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan, déclenché le 27 septembre 2020 par une offensive de Bakou.

À seulement 8 km de Stepanakert, Chouchi, perchée sur sa majestueuse colline, protège encore la capitale du Haut-Karabakh. Chouchi constitue le dernier rempart avant un hypothétique siège par l'armée azerbaïdjanaise du centre de l'Artsakh, nom donné par les Arméniens à leur république - démocratique - proclamée unilatéralement en 1991 en vertu de la constitution soviétique, en référence à la dixième province du Royaume d'Arménie (II^e siècle av. J.-C.).

Contrairement à Stepanakert où quelques mères et jeunes femmes ont décidé, à leurs risques et périls, de rester dans leur demeure en espérant le retour de leurs fils et maris partis combattre au front, seuls les hommes sont restés à Chouchi.

Armen s'est fait une raison. Ils ne partiront jamais. « Nous resterons jusqu'au bout, jusqu'à la dernière goutte de sang versée », s'exclame avec pudeur le jeune homme, arme à la main, en fumant sa cigarette. Comédien dans la troupe du théâtre de la ville, il s'est porté volontaire dans cette guerre, tout comme son jeune frère.

Comptant habituellement environ 20 000 hommes, l'effectif de l'armée karabakhtsie est monté à 35 000 grâce à ses nombreux volontaires, mais aussi à des hommes issus de la diaspora.

Chouchi, ville stratégique et symbolique

Cité culturelle du Haut-Karabakh préservant ses vestiges (des églises mais aussi deux mosquées héritées de l'ère persane de l'Empire Sassanide zoroastrien et restaurées en qualité de monuments historiques), Chouchi est un maillon clé de ce territoire montagneux.

Le 9 mai 1992, c'est dans cette petite ville d'environ 5 000 âmes que le tournant de la première guerre opposant les Arméniens du Haut Karabakh et les Azerbaïdjanais (1988-1994, 30 000 morts et 1,5 million de réfugiés dans les deux camps) s'est produit. Un moment historique pour le peuple du Haut-Karabakh : « Le jour de la victoire, l'armée de l'Artsakh et la libération de Chouchi » peut-on lire sur une grande affiche officielle dans le centre de Stepanakert, à l'entrée de l'avenue des Combattants de la liberté.

En 1994, à l'issue de la première guerre, la république autoproclamée du Haut-Karabakh s'était emparée de territoires adjacents sous souveraineté azerbaïdjanaise dans le but d'en faire une zone tampon pour se protéger. Ces zones tampons sont considérées depuis lors comme des « territoires occupés » par Bakou - et par les résolutions de l'ONU de 1993, qui privilégient le droit à l'intégrité territoriale sur celui de l'autodétermination des peuples.

La prise de Chouchi redonnerait à l'Azerbaïdjan le contrôle sur ces zones contestées et lui permettrait de pénétrer sur tout le territoire du Haut-Karabakh. La conquête de Chouchi assurerait également la maîtrise du corridor de Latchine, cordon ombilical entre le territoire du Haut-Karabakh et l'Arménie, le long duquel les combats s'intensifient depuis début novembre 2020, et dont le pont d'entrée a été détruit par l'armée azerbaïdjanaise au début du conflit.

Depuis de nombreux jours et nuits, grâce à une percée progressive des forces azerbaïdjanaises par le Sud, Chouchi est pilonnée et subit d'importantes destructions de bâtiments qui la métamorphosent en ville fantôme. Sa cathédrale Ghazanchetsots, notamment, est partiellement démolie.

Longtemps positionnée dans la vallée, à seulement 5 km, l'armée azerbaïdjanaise a d'abord envoyé une première ligne de saboteurs pour déstabiliser la résistance karabakhtsise, qui riposte dès qu'elle le peut.

Les détonations sont impressionnantes, les départs et explosions de missiles et roquettes (SMERCH, Krug, MLRS) résonnent dans les immenses reliefs de la région.

Depuis le 5 novembre, les assaillants sont parvenus à remonter la colline. La bataille de Chouchi est totale.

Au-delà des combats à l'artillerie lourde, cette guerre se joue dans les

airs. Et, de ce point de vue, Bakou dispose d'un très net avantage avec son aviation supérieure et ses drones turcs et israéliens très sophistiqués, comme le Harop, un modèle kamikaze redoutable.

Stepanakert retient son souffle

De l'autre côté de la colline se trouve Stepanakert. Moins meurtrie à première vue, comparativement à Chouchi, la capitale du Haut-Karabakh, prise quasi quotidiennement pour cible, présente néanmoins d'importantes cicatrices.

Si les civils sont davantage épargnés depuis la mi-octobre (1), grâce à une évacuation de la population vers Goris et Erevan, des pertes humaines sont toujours à déplorer. Le 6 novembre, un bombardement massif a causé la mort de plusieurs habitants. Fin octobre, l'attaque du bâtiment du siège de la centrale électrique de la ville a fait deux morts et plusieurs blessés.

Le vieux marché de la ville, une école, de nombreuses habitations, bâtiments, commerces et même la maternité de l'hôpital central sont éventrés.

Les habitants craignent en outre non seulement un siège, mais surtout la présence de mercenaires syriens venus étoffer les rangs azerbaïdjanais sous le contrôle d'Ankara.

Les sirènes retentissent à chaque attaque aérienne, exhortant les habitants à se protéger dans les sous-sols. Le sol et les murs vibrent, tel un géant piétinant la ville.

Construite en 2019, la cathédrale de la Sainte-Mère-de-Dieu de Stepanakert est pour l'heure épargnée. L'archevêque de Stepanakert témoigne, dans la crypte aménagée en dortoir : « Il ne s'agit pas d'une guerre de religion. C'est une terre historiquement arménienne et l'Azerbaïdjan ne l'accepte pas. N'oublions pas les pogroms anti-Arméniens au cours du XX^e siècle, qui ont conduit les Arméniens du Haut-Karabakh à vouloir être protégés et à renforcer leur autonomie », affirme-t-il.

Le Haut-Karabakh était en effet une province autonome au sein de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan depuis le début des années 1920 après une décision unilatérale de Staline, alors commissaire aux Nationalités de l'URSS.

Le conflit, plus ethnique que religieux, est aussi géopolitique (avec l'immixtion de la Turquie). Il tient également à la volonté de revanche de Bakou, humilié lors de la première guerre, et stoppé dans son élan par Moscou en avril 2016 lors de la « guerre des Quatre jours ».

Plus que jamais, les rares habitants encore présents tentent de s'en sortir.

Kamo et Artur sont voisins. Depuis fin septembre, ils partagent une petite pièce de 10 m² dans la cave de leur immeuble. « Mon fils est en train de se battre. Quant à moi, je mourrai ici, affirme Kamo sans une hésitation. J'ai combattu lors de la première guerre, je ne peux pas imaginer quitter mes terres comme cela », explique-t-il avec émotion. Artur, réformé après avoir perdu la vue d'un œil lors du premier conflit, est très inquiet. Au bord des larmes, il tente d'être positif : « tout ce que nous voulons, c'est la paix et pouvoir continuer à vivre sur notre terre. Nous ne voulons rien d'autre », confie-t-il.

Leurs femmes et leurs filles sont quant à elles en sécurité à Erevan. Mais dans un autre quartier de Stepanakert, plusieurs femmes vivent, comme eux, recluses dans leur sous-sol.

« Nos fils se battent et nous avons des nouvelles sporadiques. Ils nous disent que "Ça va", sans s'étendre davantage. Juste pour nous rassurer », confient-elles avec calme.

Fin octobre, 60 % de la population du Haut-Karabakh était officiellement partie se réfugier en Arménie mais, depuis le 5 novembre, les évacuations en catastrophe se multiplient.

Aux urgences de l'hôpital de Stepanakert, chirurgiens et traumatologues travaillent jour et nuit pour réceptionner les blessés. « Les ambulanciers que vous voyez ici sont pour la plupart des volontaires, très jeunes, qui s'investissent corps et âmes pour transférer les combattants blessés depuis le front », explique l'un des médecins.

Une guerre... en pleine crise sanitaire de Covid-19, qui rend la situation humanitaire extrêmement critique. « Au début des bombardements, c'était chaotique. Puis, nous avons structuré notre approche : nous nous rendons directement auprès des habitants, dans leurs abris, pour proposer des tests », expliquait le responsable du département « Covid » de l'hôpital de Stepanakert, le 1^{er} novembre.

Chouchi, Stepanakert... L'avenir des deux grands bastions du Haut-Karabakh est en sursis ; un basculement peut se produire à tout moment. Mais selon les Arméniens, entre déni et espoir, la victoire et la paix future ne font aucun doute.

Note

(1) À l'heure où nous publions ce reportage, les autorités arméniennes déplorent une cinquantaine de morts civiles tandis que celles d'Azerbaïdjan en annoncent plus de quatre-vingt-dix de leur côté. Il y aurait déjà plusieurs milliers de victimes parmi les combattants (militaires et volontaires).

3. Les Nouvelles d'Arménie

6 novembre 2020

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=71544

Mises à jour d'Artsakh : la défense de Shushi



Les villes de Stepanakert et Shushi ont subi de violents bombardements la nuit dernière. Dans la foulée, une femme âgée et ses deux petits-enfants ont été tués à Stepanakert.

Des batailles intenses se sont déroulées près de la ville de Shushi. Les forces azerbaïdjanaises avaient lancé de nombreuses attaques en petits groupes. Ce soir,

Artsrun Hovhannisyan du ministère de la Défense a déclaré que les forces arméniennes avaient réussi à repousser l'offensive azerbaïdjanaise. « Si le 8 mai 1992 a été marqué dans l'histoire arménienne comme le jour de la libération de Shushi, alors ces jours seront marqués comme les jours brillants de la défense de Shushi », a-t-il dit.

Hovhannisyan a dit que le combat n'était pas terminé. Les batailles se poursuivent et il y aura encore des jours difficiles à venir, mais les forces arméniennes « sont sorties de cette situation avec honneur ».

Voici une chronologie des mises à jour officielles.

9 h : Du jour au lendemain, les villes de Stepanakert et Shushi ont été fortement bombardées par les forces azerbaïdjanaises. A Shushi, plusieurs maisons ont été incendiées ; et il y a destruction à Stepanakert. Le Service d'Etat des Situations d'Urgence est sur les lieux. Selon les rapports préliminaires, il y a trois victimes civiles.

10 h 45 : le ministère de la Défense d'Artsakh a rapporté que les opérations militaires se sont poursuivies dans toutes les directions principales de la ligne de front pendant la nuit. Les unités de l'armée de défense ont mené des batailles défensives dans l'est, le sud et le sud-ouest, causant des pertes importantes aux forces azerbaïdjanaises.

Les forces arméniennes ont repoussé les tentatives d'attaques des forces azerbaïdjanaises en direction de Shushi. Tout au long de la journée, l'adversaire a continué de cibler les colonies et les infrastructures civiles en utilisant des systèmes d'artillerie et de missiles. Des victimes ont été signalées parmi la population pacifique.

Les forces azerbaïdjanaises continuent d'attaquer dans toutes les directions de la ligne de front. La situation opérationnelle et tactique reste sous le contrôle de l'armée de défense.

12 h 06 : Selon le Service d'Etat des Situations d'Urgence d'Artsakh, les forces azerbaïdjanaises bombardent Stepanakert à l'aide de bombes à sous-munitions. L'adversaire a ciblé des bâtiments résidentiels, des établissements civils et publics. Jusqu'à présent, aucune information sur les victimes.

13h18 : Le porte-parole du ministère de la Défense, Shushan Stepanyan, a annoncé que, vers 11h30, les unités de défense aérienne de l'Armée de défense d'Artsakh ont abattu un drone azerbaïdjanais dans la direction sud-est.

17 h 50 : Artsrun Hovhannisyan du ministère de la Défense a écrit que les batailles autour de Shushi se poursuivent.

18h30 : Message de l'Ombudsman d'Artsakh Artak Beglaryan suite au bombardement à Stepanakert qui a tué une femme âgée et ses deux petits-enfants.

21h46 : Artak Beglaryan, l'Ombudsman d'Artsakh a tweeté que l'Azerbaïdjan a

bombardé le camp archéologique près de la réserve historico-culturelle de Tigranakert. « C'est l'un des cas de ciblage du patrimoine culturel arménien d'Artsakh / Karabakh », a écrit Beglaryan.

21h50 : Artsrun Hovhannisyan du ministère de la Défense a écrit sur sa page Facebook : « Shushi est à nous, la fin. »

Point de presse en direct du ministère de la Défense

22h : lors d'un point de presse en direct, Artsrun Hovhannisyan du ministère de la Défense a déclaré que, depuis deux jours maintenant, des batailles intenses se déroulent dans les communautés environnantes et les zones de Shushi, ainsi que sur les routes menant à la ville. Il a noté que, si le 8 mai 1992 a été marqué dans l'histoire arménienne comme le jour de la libération de Shushi, alors ces jours seront marqués comme les jours brillants de la défense de Shushi. Les unités de l'Armée de défense de l'Artsakh continuent de neutraliser les mercenaires, les groupes terroristes et les groupes subversifs azerbaïdjanais. Aujourd'hui, les artilleurs, l'infanterie et d'autres unités de l'armée de défense ont fait des miracles. Suite aux actions des forces arméniennes, il y a des dizaines sinon des centaines de corps de militaires et de mercenaires azerbaïdjanais sur et autour des routes et des gorges de Shushi. En ce moment, les batailles continuent, mais l'intensité des opérations a considérablement diminué. Pendant la journée, la situation était moins tendue dans les autres directions de la ligne de front. Hovhannisyan a noté que les habitants du village de Karin Tak ont également participé à la neutralisation des forces de l'adversaire.

« Aujourd'hui était l'un des jours de la défense héroïque de Shushi », a déclaré Hovhannisyan. « Shushi est à nous et il ne tombera pas. » Il a exhorté tout le monde à croire que les forces arméniennes se battront jusqu'à la fin.

Tout en répondant aux questions des journalistes, Artsrun Hovhannisyan a de nouveau souligné que la Turquie soutenait l'Azerbaïdjan de toutes ses forces : avec sa reconnaissance, son soutien technique et son commandement militaire.

« Nous avons en fait établi qu'il n'y a pas de commandement azerbaïdjanais, il y a le commandement de l'état-major général de la Turquie aux forces, unités, troupes, mercenaires et autres azerbaïdjanais », a déclaré Hovhannisyan.

Hovhannisyan a également déclaré que les batailles se poursuivent à Hadrouit et dans les villages voisins, et que les forces azerbaïdjanaises ont essayé d'utiliser les routes principales pour atteindre Shushi par tous les moyens, mais elles sont détruites sur leur chemin dans toutes les directions. « Ces gorges sont devenues un enfer pour eux : nous avons partagé des images aujourd'hui, et croyez-moi, il y a aussi des images terribles pour la société azerbaïdjanaise que nous montrerons plus tard.

Hovhannisyan a également déclaré que les unités armées azerbaïdjanaises essayant de capturer Shushi ne sont pas des groupes subversifs en tant que tels, ce sont des forces d'élite qui ont été soutenues par des forces d'artillerie, des

mercenaires, des véhicules blindés légers et rapides et sont entraînées à mener des opérations militaires de nuit avec la même intensité que pendant la journée. Hovhannisyan a déclaré qu'il pouvait annoncer avec certitude que même si les batailles sont en cours, les unités d'artillerie azerbaïdjanaïses travaillant à Shushi ont reçu aujourd'hui un coup dévastateur des forces arméniennes.

Reconnaissance de l'Artsakh par un certain nombre de municipalités

Le conseil municipal de Berga en Catalogne a reconnu l'indépendance de l'Artsakh. La déclaration de la résolution dit que, sur proposition de l'Union culturelle arménienne de Barcelone, ils acceptent et reconnaissent l'indépendance de la République d'Artsakh, son droit à l'autodétermination et la souveraineté territoriale.

La résolution condamne également l'agression militaire de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh et note que l'Azerbaïdjan a commis des crimes de guerre, utilisé des armes à sous-munitions contre la population civile, bombardé des villes, des monuments, des églises, ainsi que des prisonniers de guerre exécutés.

La législature de Paysandú, l'un des plus grands États de l'Uruguay, à l'unanimité, avec 28 voix pour, a reconnu l'indépendance de l'Artsakh.

Le conseil municipal de la ville grecque de Didymoteicho a adopté une résolution exprimant sa solidarité avec le peuple arménien, condamnant les attaques azerbaïdjanaïses et turques contre l'Artsakh.

EVN Report

4. Les Nouvelles d'Arménie

6 novembre 2020

L'Assemblée de Corse vote pour la reconnaissance de la République d'Artsakh

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=71517

Lors de la 2^e session ordinaire de 2020 de l'Assemblée de Corse, [qui a eu lieu les 5 et 6 novembre](#), a été adoptée une motion, avec demande d'examen prioritaire, déposée par le groupe « Femu a Corsica », ayant pour objet :

« Soutien aux populations arméniennes du Haut-Karabagh et reconnaissance de la République d'Artsakh ».

La motion, présentée par Hyacinthe Vanni, a été adoptée par les conseillers à l'Assemblée de Corse par l'ensemble des groupes (les trois groupes nationalistes + les deux groupes de droite), à l'exception du groupe soutenant LREM (Andà per dumane).

La voici ci-dessous :

CONSIDERANT que le 27 septembre 2020 l'Azerbaïdjan est entré en guerre contre les Arméniens au Haut-Karabakh (de son nom arménien Artsakh),

CONSIDERANT ce territoire comme le berceau de la civilisation arménienne,

CONSIDERANT qu'en juillet l'armée azerbaïdjanaise a attaqué les frontières de l'Arménie pourtant reconnues par la communauté internationale,

CONSIDERANT que de nombreux pays dont les pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, la Fédération de Russie, les États-Unis et la France ont fermement condamné cette escalade,

CONSIDERANT ce recours à la force comme inadmissible,

CONSIDERANT le fait que ni l'Azerbaïdjan ni la Turquie ne reconnaissent le génocide dont le peuple arménien a été victime en 1915,

CONSIDERANT que ces attaques par l'Azerbaïdjan soutenues par la Turquie, constituent une violation grave du droit international et humanitaire, en particulier de la Convention de Genève,

CONSIDERANT l'alliance à travers ce conflit de l'Azerbaïdjan et de la Turquie avec des contingents de mercenaires djihadistes syriens liés à des organisations terroristes,

CONSIDERANT à travers ce conflit le risque important de déstabilisation du Sud-Caucase et au-delà,

CONSIDERANT le cessez-le-feu signé le 12 mai 1994 entre l'Arménie, la République d'Azerbaïdjan et les autorités du Haut-Karabakh,

CONSIDERANT la médiation conduite sous l'égide des pays coprésident le Groupe de Minsk de l'OSCE depuis cette date en vue d'établir un règlement définitif du conflit,

CONSIDERANT que la reconnaissance de l'indépendance de la République d'Artsakh est de nature à contribuer à un règlement durable du conflit entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie et le Haut-Karabakh,

CONSIDERANT la tribune du mois d'octobre parue dans Le Journal du Dimanche dans laquelle en collaboration avec le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France, 173 personnalités politiques dont la Maire de Paris, de Marseille, le Maire de Nice, huit présidents de régions, départements, le Président du Conseil exécutif de Corse, et plus de 150 parlementaires de tous bords, ont demandé au Gouvernement français de sortir de sa position de neutralité,

L'Assemblée de Corse :

DENONCE l'agression azerbaïdjanaise, soutenue par la Turquie, à l'égard de la

population du Haut-Karabakh.

APPORTE son soutien indéfectible aux populations arméniennes dans leur recherche de paix et de liberté.

DEMANDE à l'ensemble des États de l'ONU et de l'Union européenne, de reconnaître la République d'Artsakh.

DEMANDE à l'ensemble des États de l'ONU et de l'Union européenne, de s'engager avec force dans la résolution de ce conflit et dans la recherche d'une paix durable pour le Haut-Karabakh et les populations arméniennes.

5. RFI

6 novembre 2020

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20201106-haut-karabakh-nouvel-assaut-azerba%C3%AFdjana%C3%AFs-la-principale-route-vers-la-province>

Haut-Karabakh: nouvel assaut azerbaïdjanais sur la principale route vers la province

Au Haut-Karabakh, le conflit est entré dans une nouvelle phase ces derniers jours. Les forces azerbaïdjanaises s'efforcent de prendre le contrôle du principal axe routier permettant à l'Arménie d'approvisionner la province de facto indépendante. La bataille se concentre autour de Chouchi, la deuxième ville du Haut-Karabakh qui s'avère très importante tant d'un point de vue stratégique que symbolique.

Désormais, on ne peut plus emprunter la route qui va du corridor de Latchine, à la frontière de l'Arménie, à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, rapporte *notre correspondant à Erevan*, Régis Genté. Des commandos de forces spéciales azerbaïdjanaises ont lancé depuis 3 jours des opérations autour de la ville de Chouchi, désertée de la quasi-totalité de ses 5 000 habitants.

L'Armée de Défense du Karabakh prétend les avoir repoussés, mais certaines unités resteraient actives dans les environs de cette ville forteresse, construite en haut d'un mur de pierre, notamment dans le village de Karintak.

Pour la première fois depuis le début du conflit, les forces arméniennes ont pu utiliser leurs tanks et autres blindés, tandis que les Azerbaïdjanais eux n'ont eu que très peu recours à leurs drones, si décisifs jusqu'à présent. Cela est en partie dû à la nature montagnaise du terrain où les affrontements ont lieu à présent.

Rendre impossible le passage vers Stepanakert

Leur objectif est de rendre impossible le passage vers Stepanakert et le reste du Haut-Karabakh, et ainsi de couper la province du ravitaillement en armes, munitions et hommes. Si les Azerbaïdjanais prenaient Chouchi, ce pourrait être la fin de la guerre. Le Haut-Karabakh serait isolé et du haut de la ville, les forces azerbaïdjanaises pourraient bombarder Stepanakert, située à moins de 10 km en contrebas.

Le côté arménien jette toutes ses forces dans cette bataille, bien que les attaques en plusieurs endroits de la ligne de front l'obligent à ne pas s'y découvrir et que Stepanakert est bombardée lourdement depuis quelques jours.

Le conflit en est à son 41e jour et a causé la mort de plusieurs milliers de soldats de part et d'autres.

6. Lyon Mag

6 novembre 2020

https://www.lyonmag.com/article/111289/daniele--cazarian-j-ai-pu-constater-sur-place-les-crimes-de-guerre-et-les-corps-mutiles-au-haut-karabagh?utm_medium=feed&utm_source=twitter.com&utm_campaign=Feed%3A+lyonmag

[Les Coulisses du Grand Lyon](#) 06-11-2020 à 12:00



Danièle Cazarian : “J’ai pu constater sur place les crimes de guerre et les corps mutilés au Haut-Karabagh”

Danièle Cazarian - LyonMag

[Danièle Cazarian](#), députée LREM du Rhône, est l’invitée ce vendredi de [Gérard Angel](#), dans les Coulisses du Grand Lyon.

D’origine arménienne, la députée Danièle Cazarian a récemment beaucoup pris la parole alors que les tensions entre sa communauté et les Franco-Turcs a franchi une étape ces dernières semaines concernant le conflit en Artsakh (ou Haut-Karabagh). Avec en point d’orgue la journée du 28 octobre, avec un blocage de l’A7 par les Arméniens le matin et une [expédition punitive des Turcs le soir dans les rues de Décines](#) et de Vienne. *“On est tellement horrifiés par la situation. A priori, ce n’est pas normal de bloquer une autoroute. Néanmoins, au vu de ce qu’il se passe à quelques heures d’avion de Paris, je pense que pour faire entendre la voix de l’Arménie et de l’Artsakh, bon nombre de Français d’origine arménienne manifestent toutes les semaines d’une façon pacifiste pour faire entendre le crime contre l’humanité qui est en train de se produire aux yeux et au su du monde entier, dans une certaine indifférence”, réagit*

la parlementaire LREM du Rhône.

Comme espéré par Danièle Cazarian, le groupuscule des Loups Gris, militants pro-Erdogan, a été dissous cette semaine par le gouvernement français.

Danièle Cazarian était justement en Artsakh la semaine dernière : *"J'en reviens, je suis partie quelques jours pour écouter, constater et échanger sur place avec une délégation d'une quinzaine de parlementaires. Nous avons pu constater les crimes de guerre, les corps mutilés de jeunes soldats entre 18 et 20 ans, qui n'ont plus de jambe, de bras ou de visage. Car il y a l'utilisation d'armes à sous-munitions"*.

Depuis son élection en 2017, la députée se fait plutôt rare dans les médias. Et on l'entend essentiellement sur des sujets liés à l'Arménie. Danièle Cazarian s'en défend et explique notamment faire actuellement partie *"d'une commission d'enquête qui mesure les effets du Covid-19 sur la jeunesse et les jeunes enfants"*.

7. Le Point

5 novembre 2020

Emmanuel Macron, le meilleur ennemi d'Erdogan

Escalade. Le président turc entraîne la France dans un choc des civilisations.

▪ PAR GUILLAUME PERRIER

L'un se voit en nouveau calife, défenseur et porte-voix d'un monde musulman persécuté. L'autre se veut leader d'une Europe libérale, défiée par les régimes autocratiques et les dirigeants populistes. Chacun, à sa manière, se pose en rempart, contre une menace jugée existentielle. Ces dernières semaines l'opposition entre Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron a pris une tournure personnelle. Le leader turc veut instaurer le «choc des

civilisations» comme ordre mondial, comme au temps des rivalités entre l'Occident chrétien et l'Empire ottoman. Et il n'hésite pas à insulter son adversaire pour mieux l'attirer vers le ring, là où il excelle. « Mais quel est son problème avec les musulmans à celui-là ? Celui qui se fait appeler Macron aurait besoin de faire examiner sa santé mentale », a vociféré le président turc le 24 octobre. Utilisant le tutoiement, très familier en turc, et parlant de lui à la deuxième personne, il a poursuivi. « Tu n'arrêtes pas de t'en prendre à Erdogan, mais ça ne t'apportera rien ! » De quoi surprendre ceux qui ne sont pas familiers des saillies verbales du président turc.

En retour, l'Élysée a dénoncé « l'outrance et la grossièreté » du président turc, « des propos inacceptables » et a décidé de rappeler à Paris « pour consultation » son ambassadeur, Hervé Magro, qui venait de prendre ses fonctions. Le diplomate est retourné à son poste, à Ankara, le 31 octobre. Mais plus question de laisser passer de telles invectives. Car, cette fois, l'affaire est jugée sérieuse, alors que la France est dans le collimateur d'une internationale islamiste agitée par le dirigeant turc. « Il y a une campagne islamiste contre la France. Elle est organisée, elle n'est pas le fait du hasard, et les émetteurs sont très largement turcs », souffle une source officielle française au sein de l'exécutif. « Il y a une agitation qui nous vise directement, une politique très agressive qui donne une ampleur plus importante à cette crise par rapport à celles que Paris et Ankara ont connues par le passé », note un diplomate occidental, sous couvert d'anonymat.

« État de mort cérébrale ». Cette rhétorique psychiatrique avait déjà surgi dans la bouche du « Reis » en novembre 2019, après une passe d'armes sur l'Otan. Le président français avait sévèrement critiqué l'Alliance atlantique, « en état de mort cérébrale » selon lui, après qu'Ankara a lancé son « opération Source de paix » dans le nord de la Syrie contre les Kurdes, alliés des Occidentaux. Les autorités turques avaient répliqué en publiant, sur l'agence de presse étatique Anatolie, les emplacements des bases françaises dans la région. « Occupe-toi d'abord de ta propre mort cérébrale, s'était ensuite emporté Erdogan. Personne ne fait attention à toi. Tu as encore un côté amateur, commence par remédier à cela. Lorsqu'il s'agit de fanfaronner, tu sais très bien le faire. Mais lorsqu'il s'agit de verser à l'Otan l'argent que tu lui dois, c'est autre chose. »

Avec Emmanuel Macron, l'histoire n'avait pourtant pas si mal commencé. Début janvier 2018, l'Élysée avait déroulé le tapis rouge au président turc. À l'époque, la Turquie était isolée. Ses relations étaient tendues avec les États-Unis, depuis que le service de sécurité d'Erdogan avait fait le coup de poing à Washington contre des manifestants pacifiques. Et plus encore avec l'Allemagne et les Pays-Bas, dont les dirigeants avaient été traités de « nazis » pour avoir interdit sur leur sol la tenue de meetings électoraux de l'AKP. En l'invitant, Emmanuel Macron avait permis à Recep Tayyip Erdogan de retrouver une tribune. Il avait fait connaissance avec son langage et sa méthode. En pleine conférence de presse, devant un auditoire médusé, Erdogan s'en était pris à des journalistes, tutoyés et traités de terroristes pour avoir posé une question sur des livraisons d'armes à des groupes armés en Syrie. Il avait également fustigé ses hôtes, coupables selon lui d'autoriser des « rassemblements terroristes » de partisans kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui organisaient une manifestation dans la capitale. Sa visite, reçue comme une trahison par les opposants en exil, coïncidait, à quelques jours près, avec le cinquième anniversaire de l'assassinat, en 2013, de trois militantes kurdes près de la gare du Nord, à Paris, par un Turc soupçonné d'être lié aux services secrets d'Ankara.

Les coups de sang et les crises de nerfs ne sont pas rares entre les deux pays. Avant 2017, Recep Tayyip Erdogan avait déjà eu maille à partir avec trois autres présidents. Cordiales avec Jacques Chirac, ses relations s'étaient tendues avec Nicolas Sarkozy, hostile à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Tutoiement et insultes étaient déjà de mise. Le président français d'alors était accusé par le leader turc, fin 2011, de « jouer avec la haine du musulman et du Turc ». « Demande à ton père s'il n'y a pas eu un génocide en Algérie », lui avait lancé Erdogan. Le procédé n'est pas nouveau. Sous chaque quinquennat, depuis 2002, Ankara a mobilisé tout son appareil de propagande contre la reconnaissance du génocide des Arméniens par la France et s'en est pris, en retour, à son passé colonial, notamment en Afrique, où la Turquie se pose ouvertement en concurrente. La France est une cible privilégiée. Depuis plus de dix ans, la dénonciation d'un climat favorisant l'islamophobie est aussi une arme dégainée à chaque occasion par le président turc. Dans le même temps, l'instrumentalisation par Ankara de sa diaspora et de groupes de pressions islamistes n'a cessé de se renforcer.

Ces derniers mois, les sujets de discorde se sont multipliés entre la France et la Turquie. Le dialogue qu'avait tenté d'instaurer Macron semble bien loin. Sur la Syrie, sur l'expansionnisme turc en Méditerranée, les intérêts divergent. En Libye, Paris a soutenu et armé la rébellion du maréchal Khalifa Haftar, alors qu'Ankara a envoyé dès janvier ses drones et ses mercenaires syriens, ainsi que des cargaisons d'armes et de matériel militaire pour soutenir le camp d'en face : le gouvernement de Tripoli. Au Liban, les partisans d'Erdogan ont organisé des manifestations contre les visites de « Macron le colonisateur ». En Afrique, la Turquie se projette notamment dans la zone sahélienne, où elle pourrait jouer un rôle de déstabilisation lourd de conséquences pour la France.

« Clarifications ». Alors Paris a décidé de ne plus se laisser faire. « Il y a une réelle volonté de la part de l'Élysée d'engager le rapport de force avec le président turc », constate un diplomate proche du dossier turc. L'heure est désormais aux « clarifications », exigées par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, samedi 31 octobre, en annonçant le retour de l'ambassadeur à Ankara. « Notre demande porte aussi sur le bilan d'une action déstabilisatrice d'Ankara depuis maintenant plusieurs mois, à la fois en Libye, en Méditerranée orientale, dans la région du Haut-Karabakh. (...) On ne peut pas rester dans les malentendus, dans les déclarations outrancières et la tentation islamo-nationaliste que développe le président Erdogan », a souligné le chef de la diplomatie française dans une interview sur RTL.

Bien sûr, si la Turquie s'oppose avec tant de virulence à Emmanuel Macron depuis quelques semaines, c'est parce que celui-ci a déclaré la guerre au « séparatisme islamiste » au sein de la société française. L'annonce de son plan pour y remédier a été faite en février à Mulhouse, fief de la communauté turque pro-Erdogan. En réclamant la « réforme » d'un islam de France « en crise », l'Élysée s'est aussitôt attiré les foudres du président turc. Les médias pro-AKP tournent en boucle à coups de manipulations grossières, prétendant qu'une « chasse aux musulmans » s'est ouverte en France. Ankara se sent d'autant plus visé qu'Emmanuel Macron a annoncé son intention de mettre fin au système des imams détachés par des États étrangers. La moitié des 300 imams accueillis sur le sol français sont des Turcs, fonctionnaires du Diyanet, l'administration turque du culte musulman.

L'exécutif français a-t-il tardivement pris la mesure des ambitions et des calculs politiques

d'Erdogan après les avoir longtemps sous-estimés ? Aujourd'hui, «ce qui est en jeu, écrit l'ancien diplomate Michel Duclos, conseiller à l'Institut Montaigne, c'est une volonté délibérée de Recep Tayyip Erdogan de jouer la carte du "conflit de civilisation" afin d'accroître encore la polarisation de la société turque et de l'étendre à l'ensemble du monde arabo-musulman ». La publication des caricatures de Mahomet puis l'assassinat de l'enseignant Samuel Paty ont d'ailleurs entraîné une mobilisation des islamistes à travers le monde et Ankara n'a pas manqué de jeter de l'huile sur le feu. Des manifestants fanatisés par les propos d'Erdogan, s'en sont pris à la France dans les rues d'Istanbul, comme dans les dominions turcs, en Libye et en Syrie. À Raqqa, en Syrie, des portraits du terroriste de Conflans-Sainte-Honorine ont été brandis et à Tabqa un groupe d'islamistes radicaux a attaqué une église en ruines, arrachant la croix qui avait été réinstallée à son sommet après la reprise de la ville à Daech en 2017.

Affaibli en interne, fragilisé par la crise économique que connaît son pays, Recep Tayyip Erdogan joue sur la polarisation de la société pour consolider sa base électorale. Depuis 2015, il s'est lancé à corps perdu dans une fuite en avant nationaliste et expansionniste, poussé dans cette voie par ses alliés du MHP (le Parti d'action nationaliste). Les crises se succèdent, réactivent des conflits historiques, dessinent une véritable «stratégie de la tension» dont il espère tirer bénéfice. La passe d'armes avec la France s'inscrit dans cette nouvelle géopolitique turque. L'armée est aujourd'hui déployée sur six fronts (Syrie, Irak, Chypre, Libye, Méditerranée orientale et Azerbaïdjan) et le pays est en état de guerre permanent. Une situation qui n'est pas appelée à changer avant quelques années. Les prochaines élections sont prévues, au plus tard, en 2023 ■

8. Le Nouvel Économiste

6 novembre 2020

La controverse francoturque à son paroxysme

MAELSTRÖM MOYEN-ORIENTAL, PAR ARDAVAN AMIR-ASLANI

Le projet de loi renforçant la laïcité et les principes républicains risque de réduire considérablement l'influence turque sur la communauté des musulmans de France, puisqu'Ankara envoie à elle seule la moitié des 300 imams détachés oeuvrant dans le pays.

Les escalades verbales entre Paris et Ankara n'en sont pas à leur coup d'essai. Du "chantage aux réfugiés" exercé par Erdogan depuis 2016 avec l'Union européenne, jusqu'à son interventionnisme militaire en Syrie, puis en Libye, et plus récemment au Haut-Karabakh aux côtés de l'Azerbaïdjan et contre l'Arménie, en passant par les multiples provocations contre la Grèce et Chypre en Méditerranée orientale qui ont jalonné l'actualité, tel un feuilleton estival, au printemps et l'été dernier, la France n'a cessé d'appeler les autres membres de l'Otan à prendre des mesures drastiques contre cet allié devenu gênant voire dangereux, à la hauteur des menaces qu'il fait peser sur l'équilibre géopolitique de l'Europe comme du Moyen-Orient.

Nul n'ignore que les relations déjà tendues entre la France et la Turquie se trouvent désormais à un point de délitement jamais atteint. L'assassinat du professeur Samuel Paty par un islamiste tchéchène, et les légitimes appels d'Emmanuel Macron à défendre la liberté d'expression, droit fondamental auxquels les Français restent puissamment attachés, ont servi dès le lendemain de prétexte à une nouvelle attaque violente d'Erdogan à son encontre. Nul n'est besoin de commenter l'excès des propos tenus par le président turc concernant la "santé mentale" du président français... En revanche, les déclarations d'Erdogan, qui a dénoncé comme une provocation les termes de "séparatisme islamiste" et la nécessité de "structurer l'islam en France", retiennent l'attention.

Erdogan, défenseur d'un monde musulman "opprimé"

En dépit de ses outrances, Erdogan reste un animal politique dont le discours structuré sert avant tout son grand projet idéologique : redonner à la Turquie son rôle de leader du monde musulman sunnite, qui était le sien avant la chute du Califat ottoman - du moins dans l'esprit des ultra-nationalistes turcs. Aspirant davantage à marcher dans les pas de Mehmet le Conquérant que dans ceux d'Atatürk, Erdogan s'est employé, en particulier depuis le coup d'État manqué de 2016, à "ré-islamiser" la Turquie et à y faire reculer les principes laïcs hérités de Mustapha Kemal. La "conversion" d'Hagia Sophia en mosquée à l'été 2020 n'est que la dernière manifestation, sans doute la plus éclatante, de cette ambition.

Sur la scène internationale, outre un expansionnisme territorial qui reste avant tout motivé par des considérations énergétiques, Erdogan se saisit ainsi de la moindre occasion pour se présenter comme le défenseur d'un monde musulman "opprimé" tant par l'Occident que par les autocrates du Moyen-Orient, qu'ils se trouvent en Égypte, en Arabie saoudite ou aux Émirats arabes unis. Aspirant à bâtir et à incarner un modèle séduisant de société musulmane démocratique idéale largement inspirée par la pensée des Frères musulmans, la Turquie d'Erdogan se retrouve, face à ces puissances rivales, dans une guerre de légitimité pour le leadership du monde musulman.

L'influence turque menacée par la loi sur la laïcité

La crispation identitaire et les objectifs politiques de la Turquie expliquent ainsi clairement les excès de communication d'un président qui ne peut, en outre, que s'inquiéter de voir la très active diplomatie religieuse de son pays mise à mal par les projets législatifs français. En souhaitant "structurer l'islam de France", contrôler la formation des imams et limiter la venue de prêcheurs étrangers, le projet de loi renforçant la laïcité et les principes républicains risque de réduire considérablement l'influence turque sur la communauté des musulmans de France, puisqu'Ankara envoie à elle seule la moitié des 300 imams détachés oeuvrant dans le pays. Autre signal fort envoyé par la France, la dissolution des Loups-Gris, la branche armée des ultra-nationalistes turcs du MHP qui s'est illustrée dans de multiples faits divers violents, a été annoncée il y a deux jours en Conseil des ministres.

Une stratégie dangereuse pour l'économie turque

Qu'on ne s'y trompe pas : même si Erdogan est de plus en plus animé par son idéal messianique, cette religiosité exacerbée ne fait pas abstraction de considérations plus séculières. Depuis la défaite de l'AKP aux élections municipales en mars 2019, plus encore avec la crise économique qui s'aggrave en Turquie à la faveur de la pandémie de Covid-19,

le pouvoir et l'aura d'Erdogan vacillent dangereusement. Un récent sondage de l'institut Avrasya estimait d'ailleurs que si l'élection présidentielle, prévue en 2023, se déroulait aujourd'hui, le président en exercice serait battu par son rival honni Ekrem Imamoglu, l'homme qui lui a ravi Istanbul, sa ville natale dont il a été lui-même maire durant quatre ans.

Pour autant, l'agressivité d'Erdogan, qu'elle soit sur le terrain militaire ou le terrain politique, apparaît comme une mauvaise stratégie qui risque de porter préjudice à son pays. Ainsi, son appel au boycott de produits français est non seulement peu suivi, mais aussi démagogique qu'irréaliste. En effet, près de 150 000 emplois turcs dépendent directement d'entreprises françaises notamment dans la grande distribution, les cosmétiques, le prêt-à-porter, ou encore le secteur automobile. Avec un taux de chômage avoisinant les 12 % selon la méthode de calcul des autorités - mais soupçonné d'atteindre les 30 % selon des instituts indépendants - et une monnaie totalement dévaluée, la Turquie n'a en réalité pas les moyens d'une telle menace.

Isolement diplomatique croissant

Par ailleurs, à force de provocations, la menace de sanctions européennes longtemps ignorée pourrait gagner en crédibilité. Depuis le printemps et les échauffourées en Méditerranée, la France avait eu le plus grand mal à fédérer un front européen contre "l'allié" turc de plus en plus obsédé par son propre agenda. Aujourd'hui doublement victime, à la fois des récents attentats perpétrés par des individus radicalisés, mais aussi d'une accusation d'"islamophobie" et de fake news distillées à travers le monde musulman - notamment par la voix d'Erdogan - elle semble obtenir davantage d'écoute. Mais si la Grande-Bretagne a appelé les autres membres de l'Otan à défendre la liberté d'expression, sa voix n'a plus la même portée au sein de l'Union européenne, contrairement à l'Allemagne qui persiste à bloquer toute sanction contre la Turquie jusqu'à décembre.

Au sein du monde arabo-musulman, les réactions sont plus mitigées, et on ne peut que déplorer l'intervention d'Emmanuel Macron sur la chaîne qatarie Al-Jazeera, relais médiatique historique de la pensée des Frères musulmans. L'opération de communication, qui ressemble à s'y méprendre à une tentative de justification, n'a en rien apaisé la colère des mouvements islamistes radicaux, notamment au Bangladesh, contre la France. En revanche, on ne s'étonnera guère que les Émirats arabes unis aient été l'un des rares pays musulmans à la soutenir, à la fois en raison de liens diplomatiques de plus en plus étroits avec Paris - les partenariats culturels et éducatifs avec le Louvre et la Sorbonne y contribuent - et de leur haine farouche pour Erdogan et les Frères musulmans. De même, le soutien de Narendra Modi ne surprend pas lorsqu'on connaît la situation des musulmans indiens.

Ces diverses prises de position soulignent surtout avec acuité l'isolement diplomatique croissant de la Turquie. La menace est désormais considérée comme suffisamment inquiétante par Ankara pour que le ministère des Affaires étrangères turc ait tenté de faire oublier les excès d'Erdogan, notamment en condamnant l'attentat commis à Nice quelques jours après le début de la polémique franco-turque. Or, souffler le chaud et le froid n'a jamais été un gage de réussite en diplomatie. Erdogan est-il allé trop loin cette fois-ci ?

C'est possible, et au-delà de l'aventurisme diplomatique, c'est bien la situation économique de la Turquie qui le confirmera.

9. Les Nouvelles d'Arménie

6 novembre 2020

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=71546

Burger King présente des excuses pour les publications sur les réseaux sociaux soutenant l'agression azerbaïdjanaise



Dans un courriel adressé au Comité national arménien d'Amérique - Région occidentale (ANCA-WR), Burger King a présenté des excuses pour les messages publiés par son franchisé azerbaïdjanais soutenant expressément l'effort de guerre génocidaire de l'Azerbaïdjan.

L'ANCA-WR a contacté le conseil d'administration de Burger King dans le cadre de sa campagne #BoycottHate pour exprimer l'inquiétude de la communauté arménienne face à l'utilisation de la plateforme de sa marque pour promouvoir la campagne de nettoyage ethnique du gouvernement azerbaïdjanais.

La réponse de Burger King disait :

« Nous vous remercions d'avoir attiré l'attention sur cette question. Nous vous assurons que les publications sur les réseaux sociaux faisant référence à l'Azerbaïdjan n'étaient pas conformes à nos directives de marque et ne reflétaient pas les opinions de la marque Burger King ».

« Nous avons confirmé que le franchisé a supprimé le contenu peu de temps après la publication initiale et que le message inclus dans le message ne sera pas répété ».

« Nous nous excusons pour cet incident et travaillerons avec le franchisé pour nous assurer que les restaurants Burger King en Azerbaïdjan se concentrent sur la fourniture de la nourriture savoureuse et de haute qualité que nos clients attendent de nous ».

À la fin du mois dernier, les franchisés azerbaïdjanais de McDonald's et Burger King ont publié des images sur leurs plateformes de médias sociaux indiquant leur soutien à l'agression génocidaire de l'Azerbaïdjan contre le peuple arménien. Les messages comprenaient des commentaires tels que « Le Karabakh est l'Azerbaïdjan » et « La victoire est avec vous, soldat azerbaïdjanais ».

Burger King et McDonald's ont tous deux supprimé les publications sur les réseaux sociaux lorsque le problème a été porté à leur attention.

« L'Azerbaïdjan a l'habitude d'utiliser des marques mondiales et des symboles culturels pour blanchir ses violations des droits humains », a déclaré Nora Hovsepian, présidente du conseil d'administration d'ANCA-WR. « Le fait que Burger King désavoue les messages publiés par son franchisé et s'excuse pour la surveillance est une étape importante vers le démantèlement de la machine d'influence mondiale néfaste de l'Azerbaïdjan.

Au cours du mois dernier, l'activisme dans toute la diaspora arménienne mondiale a vu d'importantes victoires contre les gouvernements turc et azerbaïdjanais. En octobre, des sociétés de premier plan telles que DLA Piper, Livingston Group, Greenberg Traurig et Mercury Public Affairs ont mis fin à leur enregistrement d'agent étranger pour la Turquie et l'Azerbaïdjan en réponse aux protestations de la communauté.

Et la semaine dernière, des fabricants de technologies basés aux États-Unis, notamment Viasat, Trimble Navigation et Beringer Aero, ont promis de suspendre

les exportations vers la Turquie après avoir découvert que leurs pièces étaient utilisées dans les drones Bayraktar qui ont été déployés en Azerbaïdjan pour faire pleuvoir la terreur sur les populations civiles.

10. Les Nouvelles d'Arménie

4 novembre 2020

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=71543

Rencontre de Sa Sainteté Aram I avec le Nonce apostolique au Liban



Dans la soirée du mercredi 4 novembre, Sa Sainteté Aram I, Catholikos arménien de la Grande Maison de Cilicie (Beyrouth) a rencontré durant plus d'une heure M^{gr}. Joseph Spiteri, le Nonce apostolique du Liban, pour évoquer la situation en République d'Artsakh. Sa Sainteté a exposé dans le détail la question de l'Artsakh dans ses aspects historiques et politiques, en insistant plus particulièrement sur la situation actuelle et ses dangereuses conséquences pour l'ensemble de la

région du Caucase. Sa Sainteté a insisté sur le fait que l'Artsakh est l'une des régions historiques de l'Arménie et qu'elle n'a à aucun moment de l'histoire appartenu à l'Azerbaïdjan.

A de multiples époques de leur l'histoire, alors que tout leur pays était occupé par des puissances étrangères, les Arméniens ont réussi à maintenir en Artsakh un statut d'autonomie. En 1921, du fait d'une décision arbitraire de Staline, l'Artsakh est devenue une « région autonome » au sein de l'Azerbaïdjan soviétique. Après l'effondrement de l'Union soviétique, comme dans d'autres régions de l'ex-empire, le peuple d'Artsakh a réaffirmé son droit légitime à l'autodétermination et proclamé l'indépendance de la république après un référendum d'initiative populaire.

Le Catholicos Aram I a également évoqué les négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous les auspices du Groupe de Minsk de l'OSCE et leur échec en raison de la position intransigeante de l'Azerbaïdjan.

Evoquant le conflit actuel, Sa Sainteté a déclaré que l'intervention politique et militaire de la Turquie avait grandement aggravé la situation et que l'implication de mercenaires et de terroristes dans la guerre avait accru les dangers dans toute la région. Le patriarche a également explicité les théories et le programme panturquistes de la Turquie et ses conséquences dangereuses, en précisant que l'approche « équilibrée » de la Russie encourageait malheureusement la Turquie et l'Azerbaïdjan et contribuait d'une certaine manière à la réalisation de ce programme politique.

Dans ce contexte, Sa Sainteté a exprimé sa gratitude à Sa Sainteté le Pape François, qui a, à deux reprises dans des discours publics, évoqué la guerre d'Artsakh et a appelé à un cessez-le-feu.

Sa Sainteté a conclu son propos en affirmant que le peuple arménien attendait du Vatican qu'il joue un rôle plus influent dans la reconnaissance de l'indépendance de la République d'Artsakh, comme ce fut le cas pour le Kosovo ; Cette reconnaissance de l'indépendance de l'Artsakh est la seule solution pérenne au problème de l'Artsakh, afin d'assurer la sécurité du peuple arménien. Dans le même temps, Sa Sainteté a souligné que « quelles que soient les circonstances, jamais le peuple arménien n'acceptera que l'Artsakh soit replacée sous la souveraineté de l'Azerbaïdjan ». Le Nonce apostolique a promis de transmettre sans tarder les idées et les attentes exprimées par Sa Sainteté au Pape François et aux responsables du Vatican.

Quotidien ARAVOT - Erevan le 04 novembre 2020

11. Irish Times

3 novembre 2020

<https://www.irishtimes.com/news/world/middle-east/-ireland-s-armenians-my-home-has-again-become-a-big-pile-of-ruins-1.4399356>

Ireland's Armenians: 'My home has again become a big pile of ruins'

For Aram Hakhumyan and others, the conflict in Nagorno-Karabakh is heartbreaking

[*Sorcha Pollak*](#)

Last Updated: Tuesday, November 3, 2020, 20:30

Ten years ago Aram Hakhumyan and his wife were married in the Armenian Ghazanchetsots Cathedral in Shushi, in the disputed Nagorno-Karabakh region. One month ago Hakhumyan, who has lived in Ireland for seven years, woke up to the devastating news that his family's beloved cathedral had been badly damaged during air raids in the area.

"The situation is so stressful, my heart is bleeding for my people," he told The Irish Times from his home in Celbridge, Co Kildare. "I've taken time off work just to be able to cope with the situation. My ancestors lived in that area for centuries. Shushi is the city of my grandparents. After the war ended in 1994 we spent 30 years rebuilding it. But now again it has just become a big pile of ruins."

Hakhumyan says his 21-year-old nephew was left in a coma after he was wounded during the initial days of the conflict over the mountain enclave. He has two brothers fighting on the frontline while his sister, he adds, lost her home in a bombing attack. More than 1,000 people, and possibly many more, have been killed since fighting erupted in late September.

We are only 150,000 people living on a small plot of land in the mountains but we exist and we have the right to live and live in peace

Nagorno-Karabakh, also known as Artsakh, is internationally recognised as part of Azerbaijan but is populated and controlled by ethnic Armenians. On Saturday, Armenia and Azerbaijan again accused each other of bombing residential areas in defiance of a pact between the two countries' foreign ministers, who met envoys from France, Russia and the United States in Geneva last week.

Three attempts to implement a ceasefire between the sides have failed and Azerbaijan - backed by its chief ally, Turkey - says that by force or through diplomacy it is now determined to retake control of this breakaway region that has been run by its ethnic Armenian majority since a war in the 1990s that

claimed 30,000 lives.

Hakhumyan says the only people left in the region are those fighting in the conflict and elderly people who refuse to leave their homes. All the rest have fled seeking safety in Armenia. “The world must understand that this war is not about territory, religion, or anything else, it is about the very existence of people of Artsakh,” he says. “We are only 150,000 people living on a small plot of land in the mountains but we exist and we have the right to live and live in peace.”

Devastating

Vahe Sasunts, a 23-year-old software developer who was born and brought up in Ireland and is the child of Armenian immigrants, has lost a cousin in the conflict. Sasunts, who recently graduated from Trinity College and started his “dream job” with a large tech company, says watching the violence unfold in the region, where his mother’s family is from, is devastating. He regularly finds his mother reading the news in tears and is struggling to concentrate on his work.



Vahe Sasunts, a 23-year-old software developer from Kildare, whose parents came to Ireland from Armenia

"I thought I was just starting my adult life. I'd finished college, I was gonna save up and buy a house and car, and it just feels like all those things aren't as important in my life anymore. I feel there's a part of me that's always worried now, always anxious, always wondering how my family are back home," he says.

With communication lines damaged in recent bombings, his family are struggling to stay in touch with loved ones in Nagorno-Karabakh. "We're trying not to lose hope and faith, we're just trying to support one another."

Sasunts is a member of a group of Irish-Armenians who have called on the Government to take a stronger stance on the violence. As a member of the UN Security Council, Ireland must stand up for justice in other nations, he says. "I would like to see Ireland prove that it really believes in freedom of speech and human rights. It's what Ireland fought for for years, and we achieved it, but we're not advocating it for other places."

In a letter sent to the Oireachtas foreign affairs committee accompanying a petition signed by more than 1,100 people, the Irish-Armenian community said the ongoing conflict grossly violated "all the principles of human rights and international humanitarian law".

The letter, sent in early October, said further violence in the region could "potentially lead to an absolute catastrophe not only in the south Caucasus but also in the world by provoking involvement of other major countries, causing more destruction and taking more human lives".

Aggression

The group has called on Minister for Foreign Affairs Simon Coveney to condemn Azerbaijan for its aggression against the region and Turkey for its political and military involvement in the conflict.

Covid-19 cases are rising, there is not enough oxygen and now they are heavily bombarding hospitals. It's absolute catastrophe, it really is a humanitarian crisis

Dr Diana Minasyan, an ophthalmologist based in Cork, says the ongoing violence has reignited memories of the 1915 Armenian genocide during which nearly 1.5 million people were killed by the Ottoman Turks. Turkey's backing of Azerbaijan's drive to retake the mountainous province further embeds that sense of fear among Armenians worldwide, she says.

Like many Armenians in Ireland, Minasyan, who has Irish citizenship and has lived here since 2002, has family in the contested region and cousins fighting on the frontline. One cousin has been left paralysed after he was hit in a cluster bomb attack, she says. And the coronavirus pandemic continues to be a real problem in the region, she adds.

“Covid-19 cases are rising, there is not enough oxygen and now they are heavily bombarding hospitals. It’s absolute catastrophe, it really is a humanitarian crisis,” she says.

Minasyan signed the petition sent to the Government because she fears the violence could destabilise all of the Caucasus region. She says no Armenian wants to fight but that men are taking up arms to “keep their children safe. All they want is to live their daily lives and have an ordinary life.”

Additional reporting: Reuters

12. Infochrétienne

6 novembre 2020

<https://www.infochretienne.com/un-avion-de-samaritans-purse-au-secours-des-armeniens/>

Un avion de Samaritan’s Purse au secours des Arméniens

« Nous fournirons des vêtements chauds indispensables aux familles qui ont fui le conflit entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan au sujet de la région longtemps disputée du Haut-Karabakh. »

Un avion de l’organisation humanitaire [Samaritan’s Purse](#) s’est envolé hier vers l’Arménie, à destination de Erevan, chargé de fournitures de secours. L’équipe apporte sur place suffisamment de couvertures et de vêtements d’hiver pour 500 familles.

« Nous fournirons des vêtements chauds indispensables aux familles qui ont fui le conflit entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan au sujet de la région longtemps disputée du Haut-Karabakh », peut-on lire sur le site de l’organisation chrétienne.

Franklin Graham, président de Samaritan’s Purse, explique :

« Le conflit entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan est déchirant. Des familles sont

prises entre les tirs croisés d'une guerre brutale et des milliers de personnes ont été forcées de fuir. Samaritan's Purse apporte un soulagement aux personnes dans le besoin, rappelant aux familles blessées qu'elles ne sont pas seules et que Dieu les aime. Merci de prier pour la protection de Dieu alors que les familles cherchent à échapper au conflit, et pour nos équipes qui aident au nom de Jésus. »

L'organisation dit également être « en pourparlers avec l'Azerbaïdjan pour y apporter des secours d'urgence ».

Organisation Terre et Culture

10, Cité Héron

75010 Paris

01 48 97 42 58

<http://www.terreetculture.org/>
